

## **Communiqué des organisations syndicales d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas et de France**

Les organisations syndicales d'Allemagne (DGB), de Belgique (CSC, FGTB, CGSLB), des Pays-Bas (CNV, FNV) et de France (CFDT, CFTC, CGT, FO, UNSA), membres du Groupe de Doorn\*, se sont réunies à Paris les 4 et 5 novembre 2010.

Lors de cette 10ème conférence, les participants ont tenu à réaffirmer que la crise n'est pas terminée. Ils mettent en garde les Etats contre un arrêt prématuré des mesures de soutien au social et à l'économie prises pour lutter contre la crise et contre un engagement dans des programmes d'austérité risquant ainsi de casser le peu de croissance restante.

Ils ont dénoncé ces mêmes Etats qui profitent de la crise pour s'attaquer à nos modèles sociaux et notamment aux services publics et à la protection sociale en adoptant des mesures structurelles non négociées et injustes. Les salaires sont sous pression et le marché du travail est précarisé.

Les organisations syndicales refusent que seuls les travailleurs et les travailleuses payent le coût d'une crise déclenchée par une déréglementation du système financier et une répartition très inégalitaire des richesses et des revenus.

Elles insistent, en accord avec la Confédération européenne des syndicats (CES) et dans le droit fil de la journée de mobilisation européenne du 29 septembre 2010, sur la nécessité de politiques favorables à la croissance durable, à l'emploi et à la cohésion sociale. Pour les organisations syndicales, il est indispensable de lutter avec détermination contre le chômage et la précarisation de l'emploi, qui restent extrêmement élevés.

Plus de 23 millions d'hommes et de femmes sont sans travail en Europe, et des millions en situation de précarité. Elles renforceront leur coordination en matière de rémunérations et de conditions de travail pour contrer la concurrence en matière salariale et sociale entre les Etats membres.

Elles exigent le respect par l'Union et les Etats membres, de l'autonomie des partenaires sociaux et des intérêts des travailleurs, dans la coordination des politiques économiques.

Elles militent pour l'instauration d'un système de salaires minima dans tous les pays de l'Union et pour une harmonisation de la fiscalité, en particulier de l'impôt sur les sociétés, afin d'éviter toute concurrence fiscale.

Les organisations syndicales s'inscrivent résolument dans la campagne conduite par la CES contre l'austérité et pour une stratégie de croissance durable créatrice d'emplois de qualité. Elles demandent que toute réforme soit conduite dans le respect du dialogue social tant au niveau européen que national.

**\*Le groupe de Doorn réunit les syndicats d'Allemagne, de France, des Pays-Bas, de Belgique et du Luxembourg pour coordonner les négociations collectives**

Paris, le 5 novembre 2010